

Tous les jours, des médias se déchainent contre notre rapport pour tenter de le décrédibiliser et en réalité l'invisibiliser.

Il va falloir beaucoup plus que cela pour éteindre la soif de justice sociale et fiscale qui inonde le pays.

● Fabien Gay Sénateur PCF



ÉDITO

Scandales politico-financiers : des condamnations au sommet de l'État

L'actualité nationale a été marquée par la condamnation de Nicolas Sarkozy, reconnu coupable d'association de malfaiteurs dans l'affaire du financement libyen de sa campagne présidentielle de 2007. L'ancien chef de l'État a écopé de cinq ans de prison, devenant ainsi le premier ex-président de la République à devoir être incarcéré.

Mais Sarkozy n'est pas un cas isolé. Plusieurs responsables politiques de premier plan ont déjà été rattrapés par la justice. Jacques Chirac, par exemple, avait été condamné en 2011 à deux ans de prison avec sursis dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris.

Parmi les Premiers ministres, Alain Juppé a été sanctionné en 2004 pour prise illégale d'intérêts, et François Fillon en 2024 pour détournement de fonds publics dans l'affaire dite du "Penelopegate".

Les ministres ne sont pas épargnés : Jérôme Cahuzac a chuté après la révélation de son compte caché en Suisse (fraude fiscale), Charles Pasqua a été condamné pour financement illégal et détournements, tandis que Claude Guéant et Brice Hortefeux ont eux aussi été impliqués dans le dossier libyen. Bernard Tapie, François Léotard, Alain Carignon et Léon Bertrand figurent également sur la longue liste des condamnés.

Le grand détournement : quand l'argent public file vers les multinationales

Une enquête signée Caroline Michel-Aguirre et Matthieu Aron, *Le Grand détournement*, lève le voile sur un chiffre vertigineux : **270 milliards d'euros**. C'est, selon leurs calculs, le montant que l'État verse chaque année aux entreprises, sous forme de subventions, d'exonérations de cotisations sociales ou encore de niches fiscales.

Un système opaque

Problème : ces aides sont éparpillées dans les budgets, rarement lisibles et presque jamais évaluées. Résultat, personne ne sait vraiment à quoi elles servent. "C'est un trou noir du budget de l'État", résumant les auteurs.

Des géants largement bénéficiaires

La Fête de l'Humanité 2025 : un souffle d'engagement

Cette année encore, la Fête de l'Humanité a rassemblé des milliers de participantes et participants venus débattre, échanger et célébrer autour de la culture, de la politique et de la convivialité. L'édition 2025 restera marquée par une forte affluence et une envie collective d'agir.

De nombreux visiteurs ont choisi d'adhérer au Parti communiste français, signe d'un parti toujours attractif et bien vivant. Étudiantes et étudiants, salarié-es, syndicalistes, habitant-es de villes comme de zones rurales : tous se sont retrouvés pour partager leurs luttes et leurs espoirs. Des soignantes en psychiatrie, par exemple, ont témoigné de leurs conditions difficiles et de leur volonté de s'organiser pour défendre patients et personnels.

Au fil des stands et des discussions, la colère face à la vie chère, à la dégradation des services publics et à la montée de l'extrême droite s'est transformée en énergie constructive. Beaucoup y ont vu une occasion de ne plus subir, mais d'agir collectivement.

Cette dynamique repose aussi sur l'engagement des militantes et militants qui, par leur travail acharné, font de la Fête un rendez-vous populaire et mobilisateur.

L'élan de la Fête ne s'arrête pas là : il se poursuivra dans les semaines à venir, avec l'accueil des nouveaux adhérents et de nouvelles initiatives pour préparer les batailles sociales et politiques de la rentrée.



LVMH, Michelin ou encore Sanofi font partie des entreprises pointées du doigt. Certaines ont perçu des centaines de millions d'euros... tout en fermant des sites en France ou en réduisant leurs effectifs.

Une facture pour les citoyens

En trente ans, ces aides ont été multipliées par dix. Mais l'efficacité économique ou sociale reste floue, alors que leur poids contribue à creuser la dette publique. Pour les auteurs, il s'agit d'un véritable "socialisme pour les riches", où les grandes entreprises captent des milliards, pendant que la charge fiscale pèse davantage sur les ménages.

Et maintenant ?

Le livre appelle à plus de transparence, de conditions et de contrôles : à l'heure où chaque euro public est compté, la question est simple — **ces aides profitent-elles vraiment à l'intérêt général ?**



L'accès aux soins n'est pas un privilège, c'est un droit.

Pourtant, des millions de personnes renoncent à consulter un médecin ou un spécialiste (quand on en trouve) à cause des dépassements d'honoraires.

Dans certaines communes, il devient presque impossible de trouver un praticien sans surcoût.

Ces pratiques aggravent les inégalités sociales et territoriales, mettent en danger la santé publique et contredisent l'esprit de notre Sécurité sociale, fondée sur la solidarité.

Nous demandons :

- La suppression immédiate des dépassements d'honoraires
- Le 100% Sécurité sociale garantissant le remboursement intégral des soins par la Sécurité sociale, sans reste à charge.

- Plus de moyens pour l'hôpital public et la médecine de ville afin de garantir l'accès à toutes & tous, partout.
- Un conventionnement unique pour les médecins leur permettant de vivre dignement de leur travail.

La santé n'est pas une marchandise !

Avec le 100% Sécurité sociale des soins prescrits, il s'agit de refonder radicalement l'offre de soins, en mettant fin aux dépassements d'honoraires, au ticket modérateur, aux franchises et forfaits.

Renouons avec le financement par la cotisation sociale, finissons-en avec les coupes budgétaires des derniers gouvernements qui détruisent nos droits sociaux, et rétablissons la démocratie au cœur du système de santé !

Le 100 % Sécu, c'est LA solution pour un système de santé gratuit, solidaire pour toutes et tous !

[Signez la pétition](#)



contact

- ☐ Je souhaite rejoindre le PCF Fécamp
- ☐ Je souhaite participer aux actions militantes organisées près de chez moi et rencontrer les communistes de la section locale
- ☐ Je souhaite adhérer au PCF

Nom : _____ Prénom : _____

Mail : _____ Téléphone : _____

Adresse postale : _____

Courrier : PCF76 - 33, Place du Général de Gaulle - 76000 Rouen

Mail : communication@pcf-fecamp.fr

Téléphone : 06 62 96 39 34